

23,5 %

23,5 % des Américaines et Américains vivent dans un Etat où l'avortement est illégal.

14

Le nombre d'Etats dans lequel l'avortement est désormais illégal.

3

Aux Etats-Unis, les femmes noires sont presque trois fois plus susceptibles de mourir de complications liées à la grossesse que les femmes blanches.

24/100.000

Le taux de mortalité maternelle aux Etats-Unis, qui est plus de trois fois supérieur à celui de la plupart des autres pays à revenus élevés. En Belgique, la statistique de mortalité maternelle pour la période 2017-2021 est de 7,6 sur 100.000.

Samantha Casiano « L'Etat du Texas a fait vivre l'agonie pendant quatre heures à ma fille »



TÉMOIGNAGE

M.BN

C'est important pour moi de raconter l'histoire de Halo. Parce qu'elle a été forcée d'exister. Puisqu'elle a été forcée d'être sur terre, tout le monde doit connaître son nom et son histoire. Tout le monde doit savoir ce qu'il s'est passé. Ce qu'il se passe encore maintenant pour les femmes, à l'heure où l'on se parle. Que des familles traversent ça, et que ce n'est ni juste, ni normal. Il faut que tout le monde prenne conscience de ce qu'il se passe. La loi encadrant l'avortement au Texas a eu un impact abominable sur moi. Au bout de mon vingtième mois de grossesse, une échographie a révélé que ma fille était atteinte d'une anencéphalie, son cerveau et son crâne n'allaient jamais se développer complètement. A ce moment, parce que la loi texane a été modifiée suite à l'abrogation de Roe v. Wade, je n'ai pas été autorisée à remettre ma fille au paradis plus tôt. J'ai été obligée d'accoucher au Texas. Elle a été obligée de naître. Elle a vécu une agonie pendant quatre heures : elle n'arrivait pas à respirer, ses yeux saignaient. Je l'ai tenue et je l'ai regardée mourir. C'était une expérience horrible que je ne souhaite à aucune mère. »

« Un problème qui touche l'humanité »

« Je n'ai pas reçu le soutien dont j'avais besoin. Quand j'ai appris qu'elle souffrait d'une anencéphalie, je n'ai pas

Samantha, son conjoint et sa fille Halo Hope. L'enfant n'a pas survécu plus de quatre heures. © SAMANTHA CASIANO.

compris, j'ai été dans le déni. Lors de l'échographie, on m'a dit que c'était une fille, qu'elle n'allait jamais s'en sortir et que je devais aller au terme de la grossesse. J'étais dévastée. »

« Mon partenaire et moi avons songé brièvement à aller dans un autre Etat. Mais financièrement, c'était absolument impossible. Il fallait faire en sorte que mes enfants puissent être gardés, payer l'essence pour le voyage, les frais médicaux, les jours de travail manqués. On a calculé, ça aurait été 6.000 dollars. Impossible de réunir cette somme. Ajoutez à cela que j'allais être à 21 semaines d'une grossesse à risque, comment voulez-vous voyager ? Je n'ai même pas pu payer les frais funéraires de ma fille. Nous avons dû compter sur la générosité d'une association de défense des droits des femmes. »

« Aujourd'hui, quand on me demande ce qui me donne de l'espoir face à cette situation, je pense à ma fille. On l'a appelée Halo Hope Casiano (*hope* signifie *espoir* en anglais, NDLR). Mon espoir, c'est que d'autres femmes, d'autres bébés n'aient pas à endurer ce que j'ai enduré. Mon espoir c'est que l'on se rende compte que c'est un problème qui touche l'humanité. Que ce n'est ni une question qui concerne les Démocrates ou les Républicains mais toute l'humanité, toutes les générations futures. »

Amanda Zurawski



© AFP

En juin 2022, au moment où la Cour suprême annule le droit constitutionnel à l'avortement, Amanda, 36 ans, célèbre sa grossesse tant attendue, après 18 mois de traitement de fertilité. Deux mois plus tard, elle remarque un problème. Une fois à l'hôpital, les médecins lui annoncent que son col de l'utérus est dilaté, après seulement 18 semaines de grossesse. Elle apprend qu'une fausse couche est inévitable, le fœtus n'étant pas viable. La seule solution pour éviter les complications : mettre un terme à la grossesse. Mais au Texas, après six semaines, l'IVG n'est pas autorisée, à moins que la vie de la mère ne soit en danger. « J'ai dû attendre que ma vie soit en danger. » Au bout de trois jours à l'hôpital, Amanda fait une septicémie. Elle passe plusieurs jours en soins intensifs, à combattre l'infection. En plus du traumatisme, elle ne sait pas si elle pourra tomber de nouveau enceinte. La septicémie a créé une masse de tissu fibreux dans son utérus et sur l'une de ses trompes de Fallope. Avec l'aide du Center for Reproductive Rights, Amanda Zurawski a poursuivi l'Etat du Texas, afin de pointer la responsabilité d'une politique qui a entraîné une augmentation de 13 % des décès de nourrissons, contraint les médecins à fournir des soins de qualité inférieure et infligé des traumatismes incalculables aux femmes qui cherchent à obtenir des soins de santé de base.

M.BN

Kate Kelly « Notre crainte ? Une interdiction totale de l'avortement si Trump est élu »

ENTRETIEN

VÉRONIQUE LAMQUIN
ENVOYÉE SPÉCIALE EN CAROLINE DU NORD

Kate Kelly, directrice principale de l'initiative pour les femmes (Senior Director of the Women's Initiative) au CAP (Centre pour le progrès américain), constate, jour après jour, à quel point l'annulation de l'arrêt Roe impacte les droits des femmes.

L'avortement est-il devenu un thème de campagne incontournable ?

L'avortement c'est un enjeu majeur de ces élections, partout aux Etats-Unis, pour les deux partis. Parce que tout le monde doit avoir accès à l'avortement et aux soins quand c'est nécessaire, que ce soit pour sa famille, sa fille, sa femme... C'est donc un sujet et une préoccupation bipartisane. Avec la crainte qu'en novembre, si Trump est élu, on ait une interdiction fédérale totale. Certains Etats ont déjà imposé une interdiction sur leur territoire, ceux qui ne l'ont pas fait seront forcément concernés si cela se décide au niveau fédéral. Les Républicains ont déjà indiqué que telle est leur intention. C'est ce que prévoit par exemple le fameux Projet 2025, initié par la Heritage Foundation, et de nombreux anciens de l'administration Trump. Ils veulent activer un plan très ancien, qui permet de supprimer l'accès à l'avortement sans devoir passer par un vote au Congrès, c'est une façon de contourner un potentiel « non » au Congrès. Pour cela, ils vont détourner une loi très ancienne (le Comstock Act), en l'interprétant abusivement. C'est une loi qu'on dit ici « zombie », personne n'en a parlé depuis cent ans. Ils veulent la ressusciter pour ne pas devoir faire adopter une nouvelle loi (cette loi a pour but d'interdire l'envoi par courrier de contenu obscène. Par extension elle couvre les méthodes abortives. Mais pourvu qu'elles soient destinées à un usage illégal. Jusqu'ici, elle n'a jamais été appliquée. Il est donc reste impossible de préjuger le caractère illégal, NDLR).

Ils veulent activer un plan très ancien, qui permet de supprimer l'accès à l'avortement sans devoir passer par un vote au Congrès

”

Pourquoi agir par cette voie retorse ?

L'avortement est un sujet très populaire aux Etats-Unis : une grande majorité de gens ne voulaient pas que l'on annule l'arrêt Roe. Il leur faudra donc utiliser des moyens non démocratiques pour

interdire l'avortement.

Depuis que cet arrêt a été annulé, tout a changé aux Etats-Unis ?

Oui, l'accès à l'avortement a fortement évolué. Il y a beaucoup d'endroits aux Etats-Unis où il n'y a pas/plus de clinique à des centaines de miles à la ronde, où il faut changer d'Etat pour en trouver une. Avec toutes les conséquences que vous pouvez imaginer en termes de coût puisque ça oblige les femmes à prendre congé, rouler des kilomètres, prendre une chambre d'hôtel, trouver une garde pour leurs enfants, tout cela pendant plusieurs jours. Cela change drastiquement l'équation financière : on passe de quelques centaines de dollars à quelques milliers de dollars, c'est évidemment dissuasif.

Avec comme conséquence davantage d'avortements « clandestins » ?

Aux Etats-Unis on appelle ça l'avortement *self-managed* (auto-géré). Et cela a augmenté fortement. Forcément c'est impossible de le quantifier précisément, les femmes qui doivent s'y résoudre ne se signalent pas. Mais c'est une certitude que beaucoup plus de gens y recourent. Idem pour l'avortement médicalisé (une combinaison de médicaments, qui peuvent être utilisés jusqu'à la dixième semaine de grossesse, NDLR). Avant l'annulation de Roe, c'était la méthode utilisée dans plus de 50 % des cas, maintenant c'est au moins deux tiers. C'est disponible sur internet, mais il faut trouver une pharmacie où on peut se le faire livrer, même dans les Etats où c'est interdit. Là aussi, les chiffres sont en hausse. Avec les risques que cela pose : les femmes qui y recourent n'ont pas d'encadrement médical, si elles ont des complications, elles ne recevront pas le soutien nécessaire.

Les divergences s'accroissent entre Etats ?

Oui. Et, le 5 novembre, il y a dix Etats où la question de l'avortement est sur le bulletin de vote, dont neuf pour inscrire l'accès dans la Constitution et un où les deux options (protéger et restreindre l'accès) sont soumises aux électeurs. C'est le signe que, dans ces Etats, les gens réagissent. Et la situation peut être différente selon le pouvoir en place dans chaque Etat.

À LIRE SUR LE SOIR.BE



Retrouvez sur notre site l'article de notre correspondant aux Etats-Unis Maurin Picard sur le discours de Kamala Harris au Capitole.

